

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 02/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DPSPC

150 avenue Yves Farge
ZI des Yvaudières
37700 ST PIERRE DES CORPS

Références : 2022-1275 - VAT20220806
Code AIOT : 0010000683

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2022 dans l'établissement DPSPC implanté 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 ST PIERRE DES CORPS. L'inspection a été annoncée le 25/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Afin de tester les dispositions prévues par le Plan d'Opération Interne existant et le Plan Particulier d'Intervention au niveau de l'établissement exploité par la société DPSPC sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps, un exercice PPI engageant le personnel de la société DPSPC et celui des services de l'État a été réalisé le 1er décembre 2022. La visite d'inspection est en lien avec cet exercice.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DPSPC
- 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 ST PIERRE DES CORPS
- Code AIOT : 0010000683
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le Dépôt Pétrolier de Saint-Pierre-des-Corps (DPSPC) exploite des activités de remplissage, stockage et distribution d'hydrocarbures liquides dans son établissement situé sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-des-Corps.

Le dépôt est implanté sur deux terrains, un de 30 000 m² (dépôt Ouest, créé en 1954) et un de 45 000 m² (dépôt Est, créé en 1972), reliés par une nappe de cinq canalisations enterrées. L'approvisionnement s'effectue par le pipeline TRAPIL. Pour la livraison des produits pétroliers, le site dispose de quais de chargement de camions-citernes en dôme et en source (4 postes sources et 1 dôme avec 2 postes). Les chargements sont réalisés seulement sur le dépôt Ouest.

Le dépôt pétrolier exploité par la société DPSPC est réglementé au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/08/2017 actualisant la situation administrative et prescrivant la mise en place de mesures de maîtrise des risques.

L'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié s'applique également aux activités exercées par la société DPSPC ainsi que l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels et l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Organisation, alerte, mise en oeuvre des moyens d'extinction incendie dans le cadre d'un exercice PPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Fréquence de mise à jour du POI	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4	/	Sans objet
2	Exercices POI	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4	/	Sans objet
3	Plaquette PPI	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4	/	Sans objet
4	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
5	Scénario feu compartiment A1 (dépot Ouest)	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.9.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Diffusion de l'alerte	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4	/	Sans objet
7	Alerte par sirène	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.14.1	/	Sans objet
8	Intervention pompiers	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.5	/	Sans objet
9	Qualification des opérateurs intervenant dans la DCI	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette visite d'inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fréquence de mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. [...] Le P.O.I. est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Le P.O.I et les modifications notables successives sont transmis au préfet et au service départemental d'incendie et de secours.
Constats : La fréquence de mise à jour du POI n'est pas respectée. Les fiches scenario du POI ne reprennent pas l'ensemble des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers.
Observations : Il a été constaté la présence d'un exemplaire du POI dans la salle dédiée au poste de commandement. Le POI en vigueur à la date de la présente inspection date de mai 2019. Le scenario de l'exercice PPI est le scenario feu du compartiment A1, correspondant au phénomène dangereux FDN-1 de l'étude de dangers. Le POI ne contient pas le scénario correspondant. Le DOI s'est basé sur le scénario « feu de la cuvette Ouest » dans le cadre de cet exercice, correspondant au scenario FDN-2 de l'étude de dangers. La surface du compartiment A1 n'est pas détaillée dans le POI.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Des exercices de mise en œuvre du matériel incendie, doivent être organisés une fois par an en concertation entre l'exploitant, l'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p> <p>L'entreprise voisine MULTI PACKAGING SOLUTIONS est incluse dans le POI élaboré par l'exploitant. Les procédures de gestion des situations d'urgence et les consignes générales d'intervention sont mises en cohérence et en particulier, les conditions suivantes sont respectées : [...]</p> <p>L'exploitant organise régulièrement un exercice commun de POI et a minima avec une fréquence annuelle.</p>
<p>Constats : L'exploitant pourrait utilement procéder à des exercices en dehors des heures d'ouverture.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter un justificatif de la réalisation d'un exercice en commun avec la société MPS une fois par an.</p>
<p>Observations : Les compte-rendus des derniers exercices réalisés ont été présentés. Un exercice dit « exercice interne » est réalisé environ une fois par mois. Un scénario différent est prévu pour chaque exercice. Les deux derniers exercices datent du 15/11/2022 (scénario feu URV) et du 12/10/2022 (scénario 6 « feu de la cuvette Ouest »). Ces exercices sont réalisés lors des heures d'ouverture du site.</p> <p>Il est rappelé que l'inspection des installations classées doit être informée de la date des exercices POI. L'exploitant indique qu'un exercice dit « exercice POI » est prévu une fois par an, et pour lequel une communication plus large est réalisée. En 2022, cela correspond à l'exercice PPI réalisé lors de la visite d'inspection.</p> <p>L'exploitant indique qu'un exercice évacuation en commun avec la société MPS est réalisé une fois par an. Il n'a pas été en mesure d'apporter un justificatif lors de la présente inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plaquette PPI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4
Thème(s) : Risques accidentels, Information préventive des population
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En liaison avec le Préfet, l'exploitant est tenu de pourvoir à l'information préventive, notamment sous forme de plaquettes d'information comportant les consignes destinées aux personnes susceptibles d'être concernées par un accident (élus, services publics, collectivités) ou aux populations avoisinantes susceptibles d'être victimes de conséquences graves en cas d'accident majeur sur les installations. [...] Cette information est renouvelée tous les 5 ans et à la suite de toute modification notable. [...]
Constats : La plaquette d'information à destination des populations n'a pas été renouvelée depuis plus de 5 ans.
Observations : L'exploitant indique qu'une plaquette commune avec la société CCMP est en cours de préparation. La dernière information date de plus de 5 ans.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. [...] L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : L'exploitant dispose d'un état des matières stockées à jour. Il n'est cependant pas référencé dans le POI.
Observations : L'exploitant a présenté le récapitulatif de téléjaugeage en date du 01/12/2022 à 7h32. Ce document n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées. L'état des matières stockées n'est pas référencé dans le POI en vigueur de mai 2019.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Scénario feu compartiment A1 (dépot Ouest)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Feu de cuvette
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de feu de cuvette, les différentes mesures prévues sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrêt des opérations d'exploitation et la mise en sécurité des installations, notamment la fermeture de tous les réservoirs par action sur les arrêts d'urgence fermant les dispositifs de sécurité de pied de bacs, - le déclenchement du scénario d'extinction de cuvette ce qui implique : <ul style="list-style-type: none"> • le démarrage des groupes motopompes pour mise en pression du réseau d'eau et de pre-mélange, • l'alimentation des installations fixes (canon, couronne et déversoir) pour extinction de la cuvette, • l'alimentation des installations fixes (canon, couronne et déversoir) pour protection des équipements voisins. <p>L'utilisation de moyens fixes, internes au dépôt et commandes à distance doit permettre une cinétique rapide de mise en œuvre de ces moyens.</p>
Constats : Le descriptif du POI n'est pas cohérent avec le scénario réellement mis en place.
<p>Observations : Dans le cadre de l'exercice, il est simulé le déclenchement de la détection hydrocarbure. L'exploitant enclenche alors l'arrêt d'urgence. Suite à une levée de doute réalisée via les caméras de surveillance, il est considéré qu'un feu s'est déclenché, l'exploitant enclenche le scénario feu cuvette Ouest.</p> <p>Il est constaté le déclenchement des moyens de défense incendie associés au scénario n°6 du POI.</p> <p>Le fonctionnement de la mise en place des moyens d'extinction et de protection n'est pas cohérent avec le scénario décrit dans le POI. Notamment, le nombre de groupes motopompes indiqué dans ce scénario du POI est supérieur au nombre de groupes motopompes réellement activés lors du déclenchement du scénario « feu cuvette ouest » par l'exploitant.</p> <p>De plus, le détail des moyens d'extinction et de protection ne correspond pas au scénario feu du compartiment A1 : certains moyens d'extinction dans le cadre du scénario 6 du POI interviennent en tant que moyens de protection dans le cadre du scénario de l'exercice PPI. La distinction a bien été réalisée par l'exploitant mais cela a complexifié le calcul des moyens nécessaires dans le cadre de cet exercice.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet.</p> <p>[...] L'entreprise voisine MULTI PACKAGING SOLUTIONS est incluse dans le POI élaboré par l'exploitant. Les procédures de gestion des situations d'urgence et les consignes générales d'intervention sont mises en cohérence et en particulier, les conditions suivantes sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un dispositif d'alerte et de communication permet de déclencher rapidement une alerte chez MULTI PACKAGING SOLUTIONS en cas d'activation du POI ; [...]
<p>Constats : Pas de non-respect des prescriptions constaté.</p> <p>L'exploitant pourrait utilement prévoir dans son schéma d'appel une information à la Préfecture supplémentaire afin d'apporter une information plus complète de la situation en cours.</p>
<p>Observations : Il a été constaté que l'exploitant a rapidement pris en charge les appels dans le cadre de l'exercice PPI.</p> <p>Dès déclenchement du scenario POI, l'exploitant a lancé l'alerte auprès :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des pompiers (téléphone rouge) - des entreprises extérieures voisine, des dépôts pétroliers, des administrations, des contacts internes via le service "VIAPEL" (alerte téléphonique permettant l'envoi rapide d'un message standardisé) - de la police, de la mairie de Saint-Pierre-des-Corps, de l'astreinte Raffinerie du Midi. <p>Les appels vers le dépôt DPSPC ont été pris en charge par une personne de la société présente, permettant une bonne communication de l'information.</p> <p>Dans le cas d'un exercice, le message donné par VIAPEL est le suivant : "Ceci est un exercice type POI. Ce message provient du Groupement Pétrolier de Saint Pierre des Corps. Nous vous signalons que le dépôt a déclenché un scénario POI. Rappel, ceci est un exercice type POI."</p> <p>La société MPS a été informé par ce message (8h38). La fiche Alerte du POI prévoit un appel supplémentaire vers la société MPS. L'exploitant s'assurera de bien réaliser cet appel.</p> <p>La Préfecture a également été informée par ce message (8h38). La fiche Alerte du POI ne prévoit pas un deuxième appel vers la Préfecture, qui ne possède donc pas d'information complémentaire sur l'incident en cours.</p> <p>Le DOI a appelé la Préfecture à 9h20, ce qui a entraîné le déclenchement du PPI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Alerte par sirène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.14.1
Thème(s) : Risques accidentels, Alerte par sirène
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher. Ces sirènes sont destinées à alerter le voisinage en cas de danger, dans la zone d'application du plan particulier d'intervention. Le déclenchement de ces sirènes est commandé depuis l'installation industrielle, par l'exploitant à partir d'un endroit bien protégé de l'établissement. Elles sont secourues par un circuit indépendant et doivent pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. Cette garantie doit être attestée par le fournisseur et le constructeur. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir la sirène dans un bon état d'entretien et de fonctionnement. En liaison avec le service interministériel de défense et de protection civile (SID-PC) et l'inspection des installations classées, l'exploitant procède à des essais en « vraie grandeur » en vue de tester le bon fonctionnement et la portée du réseau d'alerte.
Constats : Pas de non-respect des prescriptions constaté. L'exploitant pourrait utilement veiller à ce que la possibilité de déclenchement immédiat de la sirène d'alerte des population en cas de scénario à cinétique rapide soit formalisée dans le PPI dans le cadre de sa mise à jour.
Observations : La sirène PPI a été déclenchée lors de l'exercice PPI suite au déclenchement du PPI par la Préfecture. Il est à noter qu'en cas de cinétique rapide, l'exploitant peut décider du déclenchement de la sirène PPI, pour le compte du Préfet auquel il rend compte immédiatement (en vertu de l'article R.741-22 du Code de la sécurité intérieure relatif aux PPI) et rend compte au CODIS et au COS dès leur arrivée. Ce point doit être validé entre la Préfecture et l'exploitant auparavant et défini dans le PPI. Le rapport de maintenance de la sirène (+ boîtier déporté filaire) du dépôt Ouest en date du 24/03/2022 par la société ORSON a été présenté lors de la visite d'inspection. Ce document n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées. L'exploitant précise tester mensuellement cette sirène.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Intervention pompiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.5
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : A titre indicatif, un réservoir aérien d'eau incendie complémentaire de 5 000 m³ commun aux différents dépôts situé à l'extérieur du site, accessible aux services de secours et équipé de manière à permettre la mise en œuvre rapide des moyens d'intervention et des poteaux incendie de la commune de Saint-Pierre-des-Corps (60 m³/h) sont situées à proximité de l'établissement.</p> <p>Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés ; ils sont répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de liquides inflammables.</p>
Constats : Pas de non-respect des prescriptions constaté.
<p>Observations : Par convention d'exercice, il est considéré qu'une partie des moyens d'extinction ne fonctionnent pas.</p> <p>Ainsi, dans le cadre de l'exercice PPI, deux canons sont mis en place : un par l'exploitant et un par les services de secours, alimenté sur la réserve d'eau extérieure de 5 000 m³.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Qualification des opérateurs intervenant dans la DCI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens en personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.</p> <p>Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
Constats : Pas de non-respect des prescriptions contrôlées.
<p>Observations : La personne ayant le rôle de DOI lors de l'exercice PPI a suivi les formations GESIP gestion de sinistre (15 au 17/11/2022) et POI (15 au 17/11/2021). L'exploitant indique qu'un recyclage est réalisé tous les 4 ans environ.</p> <p>Il a également suivi une formation feu réel – recyclage (23/06/2022).</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que la formation à des exercices de lutte contre l'incendie sur feu réel doit être réalisé une fois tous les deux ans, conformément à l'article 9.20.13.4 de l'arrêté préfectoral du 25/08/2017 encadrant le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet